



QUADERNS DE RECERCA (Bellaterra)

MÀSTER UNIVERSITARI EN INTEGRACIÓ EUROPEA

Núm. 26 / Curs 2013-2014

**Les droits de l'Homme la Démocratie et l'Etat de Droit
dans l'action extérieure de l'Union Européenne .
Transversalité et pluralité des instruments**

Nolwenn Chaigneau

QUADERNS DE RECERCA (Bellaterra)

MÀSTER UNIVERSITARI EN INTEGRACIÓ EUROPEA

Núm. 26

Curs 2013-2014

© Facultat de Dret (Universitat Autònoma de Barcelona)

© Chaigneau Nolwenn, Aurore, Philomène

ISSN 2014-153X

Coordinadora de la col·lecció: Dra. Susana Beltran Garcia, Universitat Autònoma de Barcelona
Susana.Beltran@uab.es

Aquesta col·lecció recull una selecció d'investigacions dutes a terme per estudiants del Màster Universitari en Integració Europea. Previ a la seva publicació, aquests treballs han estat tutoritzats per professors amb grau de doctor de diverses especialitats i han estat avaluats per un tribunal compost per tres docents distints del tutor.

Les llengües de treball son castellà, català, anglès i francès

Esta colección recoge una selección de investigaciones realizadas por estudiantes del Máster Universitario en Integración Europea. Previo a su publicación, los trabajos de investigación han sido tutorizados por profesores con grado doctor de diversas especialidades y han sido evaluados por un tribunal compuesto por tres docentes distintos del tutor.

Les langues de travail son catalán, castellano, inglés y francés

This collection includes a selection of research by students of Master in European Integration. Prior to publication, the research papers have been tutored by teachers of with various specialties doctor degree and have been assessed by a commission composed of three different teachers tutor.

Working languages: Catalan, Spanish, English and French

Cette collection comprend une sélection de recherches par des étudiants de Master en intégration européenne. Avant la publication, les travaux de recherche ont été encadrés par des enseignants docteurs de diverses spécialités et après ont été évaluées par un tribunal composé de trois professeurs différents du tuteur.

Langues de travail: catalan, castillan, anglais et français

LES DROITS DE L'HOMME, LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT DANS L'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UNION EUROPÉENNE

Transversalité et pluralité
des instruments

Autor/a: Chaigneau Nolwenn, Aurore,
Philomène

Màster Universitari en Integració
Europea, UAB, edició 2013-2014

Tutor: Dr. Gregori Garzón Clariana

RÉSUMÉ :

Les droits de l'Homme, la Démocratie et l'Etat de droit sont des valeurs fondatrices de l'Union Européenne et constituent des objectifs fondamentaux de son action extérieure. Leur promotion et leur protection se révèlent nécessaires au regard des systèmes institutionnels et politiques profondément instables de certains Etats tiers et des nombreuses violations des Droits de l'Homme et des principes démocratiques à travers le monde que ce soit de la part d'Etat tiers ou d'autres entités ou personnes. Pour ce faire, l'Union dispose de différents moyens d'actions qu'elle exerce à travers des mesures incitatives et également restrictives.

RESUM :

Els Drets Humans, la Democràcia i l'Estat de Dret són els valors fundacionals de l'Unió Europea i constitueixen els objectius fonamentals de la seva acció exterior. La seva promoció i protecció són molt necessaris en comparació amb els sistemes institucionals i polítics profundament inestables d'alguns Estats tercers i de les nombroses violacions dels Drets Humans i dels principis democràtics arreu del món ja sigui per part de tercers països o d'altres entitats o persones. Per a fer-ho, l'Unió disposa de diferents tipus d'accions que exerceix a través d'incentius així com també restriccions.

KEYWORDS:

Droits de l'Homme - Drets Humans

Démocratie - Democràcia

Etat de droit - Estat de Dret

Action extérieure - Acció exterior

Conditionnalité - Condicionalitat

Sanctions - Sancions

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
CHAPITRE I. LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME, DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT DANS LES ETATS TIERS AU MOYEN DE MESURES INCITATIVES.....	8
I. Le dialogue politique	8
II. La conditionnalité politique	9
II.1 Instruments bilatéraux : la clause de conditionnalité démocratie et droit de l'homme	9
II.2 Instruments unilatéraux : le système de préférences généralisées.....	11
III. Les programmes d'aide communautaire	13
III.1 La coopération au développement	14
III.2 La politique d'élargissement et de voisinage	15
IV. Instrument européen pour la Démocratie et les droits de l'Homme: la complémentarité des programmes d'aide.....	17
CHAPITRE II. LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME, DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT PAR LES ETATS TIERS ET PAR L'UNION EUROPEENNE AU MOYEN DE MESURES RESTRICTIVES.....	19
I. Une approche préventive fondée sur des mesures restrictives	19
I.1 Les mesures restrictives aux exportations	19
I.2 L'embargo d'armes et de munitions	20
II. Une approche réactive fondée sur des mesures de sanctions	21
II.1 Les mesures réactives de sanctions	22
II.1.1 La suspension des accords pour non-respect de la clause de conditionnalité en tant qu' « élément essentiel »	22
II.1.2 La suppression du bénéfice du SPG.....	23
II.1.3 Les sanctions économiques et financières.....	23
II.2 Le contrôle des mesures de sanctions	24
II.2.1 Le respect des droits de l'Homme dans l'application des sanctions économiques	25
II.2.2 Le contrôle du respect des droits de l'Homme par la CJUE face aux mesures restrictives dans la lutte contre le terrorisme.....	26
CONCLUSION	28
BIBLIOGRAPHIE.....	30
ANNEXE	34

INTRODUCTION

L'Union Européenne repose sur des valeurs exprimées dans l'article 2 du Traité de l'Union Européenne. Ces valeurs sont le « respect de la dignité humaine, [la] liberté, [la] démocratie, [l'] égalité, [...] l'État de droit, ainsi que [le] respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. » Outre le fondement même de la construction européenne, la protection de ces valeurs est une composante essentielle de l'identité européenne¹. Il est essentiel pour l'Union Européenne comme le rappelle CEBADA ROMERO A. de « consolider et de renforcer son identité » pas seulement au regard du reste du monde mais également face aux Etats Membres et aux citoyens européens.² Pour cela, l'Union doit promouvoir et protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de Droit dans son action extérieure et contribuer à supprimer la pauvreté et le sous-développement.

Les inégalités et la pauvreté extrême sont légions dans le monde et contribuent à l'instabilité des régimes qui bafouent les droits de l'Homme et les principes démocratiques. Favoriser le développement est une des clés pour les promouvoir. En outre, il n'échappe à personne que, depuis le début du XIXème siècle, les acteurs internationaux sont confrontés à un climat d'insécurité généré par la menace du terrorisme. Or, la démocratie et la protection des droits de l'homme sont des valeurs universelles considérées comme « des instruments essentiels de prévention et de résolution des conflits et comme un cadre indispensable à la lutte contre le terrorisme »³. Par conséquent, la protection des droits fondamentaux, de la démocratie et de l'Etat de Droit dans son action extérieure permet à l'Union d'une part, d'affirmer son identité sur la scène internationale, face aux Etats membres et à ses citoyens, et d'autre part, d'être un acteur global et efficace sur la scène internationale dans un monde dominé par la pauvreté et récemment frappé par la menace terroriste.

Malgré une reconnaissance et une défense indéniable de la démocratie et des droits de l'homme, certains auteurs n'ont pas hésité à mettre en exergue l'absence d'une politique des droits de l'homme et de la démocratie dans l'Union européenne. En effet,

¹ CEBADA ROMERO, A., *La Unión Europea: ¿Una acción exterior inteligente?* Madrid : Iustel, 2008, p.133

² Ibidem, p.79

³ COM(2006) 0023 final du 25.01.2006, Programme thématique de promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde dans le cadre des futures perspectives financières (2007-2013), p.4

ALSTON P. et WEILER J.H.H admettent que l'engagement profond de l'Union Européenne pour les droits de l'homme est une de ses principales caractéristiques et que l'Union défend ardemment les droits de l'homme et la démocratie, mais ils ajoutent toutefois qu'il subsiste des doutes sur la question de savoir si les Institutions européennes ont réellement les compétences pour agir dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie que ce soit dans ses affaires internes comme externes.⁴ Il est vrai que l'Union manque d'une compétence générale en matière de droit de l'homme, elle ne dispose que de compétences spécifiques mais éparses touchant aux droits de l'homme aussi bien dans le cadre de sa politique extérieure comme intérieure et il lui incombe l'obligation de respecter les droits de l'homme dans l'exercice de ses compétences.⁵ Depuis le traité de Lisbonne, une étape supplémentaire a été franchie avec la confirmation juridique de la Charte des Droits fondamentaux qui devient désormais contraignante⁶, la prévision de l'adhésion à la Convention européenne des Droits de l'homme⁷ et la reformulation de son action extérieure.⁸ Toutefois, pour certains auteurs, cette avancée n'est pas suffisante et ne doit pas être définitive.⁹

Cette étude consistera à établir une vue d'ensemble des instruments protégeant et promouvant les droits de l'Homme, la Démocratie et l'Etat de droit au sein de l'action extérieure de l'Union dans une approche systématique enrichie d'une réflexion personnelle et d'un apport doctrinal.

⁴ ALSTON P., WEILER J.H.H, 2000. *An 'ever closer Union' in need of a human rights Policy: The European Union and Human Rights* [en ligne] Seminar and Workshop on Advanced Issues in Law and Policy of the European Union, NAFTA and the WTO, Working Paper 1/99, Cambridge: Harvard Law School Jean Monnet

Disponible sur <<http://www.ejil.org/pdfs/9/4/693.pdf>> consultée le 10.05.2014

⁵ Anastasia ILIOPOULOU, "Assurer le respect et la promotion des droits fondamentaux: un nouveau défi pour l'union européenne", *Cahiers de droit européen*, 2007, numéros 3,4, p.421-478, p.422

⁶ Article 6.1 §1 TUE

⁷ Article 6.2 et 6.3 TUE

⁸ BLASI CASAGRAN, C., *La protección de los derechos fundamentales en el Tratado de Lisboa*, Quaderns de treball, Num 51, Bellaterra: Institut universitari d'Estudis Europeus, octobre 2010, p.30 et 31

⁹ MUÑOZ RODRÍGUEZ, C., *Democracia y derechos humanos en la acción exterior de la Unión Europea*, Madrid: Reus, 2010, p.20

CHAPITRE I. LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME, DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT DANS LES ETATS TIERS AU MOYEN DE MESURES INCITATIVES

Depuis la fin des années 80, l'Union Européenne cherche à promouvoir et protéger les droits fondamentaux, les principes démocratiques et l'Etat de droit dans ses relations avec les Etats tiers et ce dans un objectif de maintien de la paix et de stabilité internationale ainsi que d'un progrès économique et social durable.¹⁰ Pour cela, l'Union Européenne a mis en place une série d'instruments basée sur des mesures incitatives et positives. En 1991, le Conseil et les Etats membres ont affirmé le caractère prioritaire de ces mesures positives face aux mesures négatives.¹¹

I. Le dialogue politique

Le dialogue politique est un instrument fondamental pour permettre la réalisation des objectifs de l'action extérieure de l'Union exprimés dans l'article 21 TUE¹² dont la protection des droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit. Il s'agit concrètement de développer des rencontres et des réunions avec tous les Etats avec lesquels l'Union entretient des relations afin d'aborder des sujets d'intérêts communs tels que les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit.¹³ Ce dialogue politique peut se mettre en place de manière bilatérale ou multilatérale et varie selon les relations que l'Union entretient avec les Etats. Alors que l'initiative de ce dialogue politique appartenait davantage à la Communauté européenne, il est intéressant de remarquer comme l'affirme GONZÁLEZ SÁNCHEZ E. que *“en los últimos años, sin embargo, tienden a ser los propios países terceros quienes soliciten a menudo a la Unión el*

¹⁰ CANDELA SORIANO M., « L'Union Européenne et la protection des droits de l'homme dans la coopération au développement : le rôle de la conditionnalité politique » [en ligne], *revue trimestrielle droits de l'homme*, n°52, octobre 2002, p.875-900, p.875

Disponible sur <<http://www.rtdh.eu/pdf/2002875.pdf>> consultée le 10.05.2014

¹¹ Résolution du Conseil et des Etats membres réunis au sein du Conseil du 28.11.1991 sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement, Bol. CE n°11/1991, p.81-82

¹² Vous trouverez la liste des sigles et abréviations en Annexe.

¹³ CANDELA SORIANO M., *Los Derechos Humanos, La democracia y el estado de derecho en la acción exterior de la Unión Europea, Evolución, Actores, Instrumentos y Ejecución*, Madrid: Dykinson, 2006, p.146

*establecimiento de algún marco de diálogo o el reforzamiento de los ya existentes.”*¹⁴

De plus, cet instrument a permis de promouvoir le respect des droits de l’homme et de la démocratie à travers des engagements bilatéraux ou régionaux tel que le dialogue politique et économique de Saint José entre l’Union Européenne et l’Amérique centrale ou encore le dialogue avec l’Afrique. Toutefois, le dialogue politique a ses limites dans la mesure où ses engagements ne sont pas toujours respectés et où sa mise en place manque de transparence. Selon CANDELA SORIANO M. *“si se quiere dar una cierta credibilidad a dichos diálogos es necesario que se conozcan los objetivos perseguidos, los compromisos asumidos y los pasos que se van a seguir para alcanzarlos.”*¹⁵ Par conséquent, le dialogue politique est une ouverture à la discussion sur les principales préoccupations et engagements à mettre en place pour la préservation et la promotion des droits de l’homme et de la démocratie mais il n’est pas suffisant pour être pleinement efficace.

II. La conditionnalité politique

La conditionnalité politique s’inscrit dans l’approche incitative de l’Union Européenne depuis les années 80. Il s’agit d’une stratégie selon laquelle l’Union conditionne ses relations commerciales, de coopération au développement ou d’association avec les Etats tiers au respect de certaines de ses valeurs.¹⁶ Elle est utilisée dans des instruments bilatéraux (I) comme unilatéraux. (II)

II.1 Instruments bilatéraux : la clause de conditionnalité démocratie et droit de l’homme

La conditionnalité politique se manifeste par l’introduction dans les instruments bilatéraux d’une clause nommée « clause de conditionnalité ». La Communauté européenne manifeste pour la première fois son engagement pour la protection des droits fondamentaux et des principes démocratiques dans les relations avec les Etats tiers dans l’article 5 de la Convention Lomé IV en 1989. Au cours des années suivantes, s’est donc introduite dans les textes de quelques accords de coopération la référence selon laquelle le respect des droits de l’homme et des principes démocratiques est un

¹⁴ GONZÁLEZ SÁNCHEZ, E.: “El diálogo político de la Unión europea con países terceros”, *Revista de Derecho Comunitario Europeo*, 1997, n°1, p.69-96, p.76

¹⁵ CANDELA SORIANO M., *Los Derechos Humanos... op. cit.*, p.148

¹⁶ CANDELA SORIANO M., « L’Union Européenne... », *op. cit.*, p.875

des fondements de la relation entre les parties contractantes. Toutefois, ni le Traité, ni ces dispositions n'étaient une base juridique pour suspendre ou dénoncer un accord en cas de violation des droits de l'homme. A partir de 1992, une clause définissant les principes démocratiques et les droits de l'homme comme « un élément essentiel » de l'accord vit le jour dans les accords avec le Brésil et les Etats baltes. Comme le souligne HOFFMEISTER F., la valeur juridique de cette clause revêt un double aspect. Premièrement, elle ouvre la voie à un dialogue politique¹⁷ avec les Etats tiers sur la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans ces pays. Deuxièmement, elle constitue une base légale pour d'éventuelles sanctions lorsque les droits de l'homme ou les principes démocratiques sont gravement et systématiquement violés.¹⁸ Il convient d'ajouter à cela qu'elle donne la possibilité aux parties, en vertu de l'article 60 §3 b) de la Convention de Vienne¹⁹ de suspendre partiellement ou en totalité l'accord ou bien d'y mettre fin en respectant les conditions de procédures de l'article 65 de la Convention.

Durant cette même période, un pas de plus a été franchi dans la protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit. En effet, une clause complémentaire à la clause « élément essentiel » a été ajoutée dans les accords célébrés avec les Etats de l'OSCE. Cette clause complémentaire se présente soit sous la forme d'une clause dénommée baltique²⁰ qui prévoit explicitement la suspension immédiate totale ou partielle de l'accord en cas d'infraction grave des dispositions essentielles, soit sous la forme d'une clause nommée bulgare²¹ qui prévoit une réaction réfléchie et concertée au moyen de mesures appropriées.²² Elles s'inscrivent dans un contexte de relations conventionnelles privilégiées développées dans le cadre d'une stratégie de préadhésion ce qui explique leur portée ambitieuse. Ces clauses complètent la clause

¹⁷ Voir Chapitre I.I

¹⁸ HOFFMEISTER F. « Les politiques de coopération au développement et d'assistance économique, technique et financière et les droits de l'homme » in CANDELA SORIANO M. (dir) et al., *Les droits de l'Homme dans les politiques européennes*, Bruxelles : Larcier, 2006, p.255-268, p.265

¹⁹ Article 60 § 3 b) de la Convention de Vienne [en ligne] « Aux fins du présent article, une violation substantielle d'un traité est constituée par : [...] b) La violation d'une disposition essentielle pour la réalisation de l'objet ou du but du traité »

Disponible sur <http://legal.un.org/ilc/texts/instruments/francais/traites/1_2_1986_francais.pdf> consultée le 23.04.2014

²⁰ Insérée pour la première fois dans les accords avec les trois pays baltes, l'Albanie et la Slovénie

²¹ Dans les accords avec la Roumanie, la Bulgarie, la Fédération de Russie, l'Ukraine, le Kirghizstan, la Moldavie, la République Tchèque, la Slovaquie, le Kazakhstan et la Biélorussie

²² «La Unión Europea y los derechos humanos en el mundo», Boletín de la Unión Europea – Suplemento 3/95, Luxembourg, Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas, 1996 (documento redactado sobre la base de los documentos COM(95) 216 final y COM(95) 567 final), p.11

« élément essentiel » mais également la renforcent puisqu'elles précisent le contenu matériel obligationnel en cas de violation des dispositions essentielles.²³ Notons que cette diversité de clauses de conditionnalité met en exergue l'attitude flexible de l'Union dans ses négociations conventionnelles et l'importance de la prise en compte du niveau des droits de l'Homme au sein des Etats tiers. MUÑOZ RODRÍGUEZ, C. prévient par ailleurs que *“que si los objetivos de coherencia y consistencia queda en entredicho con la opción de una gama variada de cláusulas, la alternativa de un modelo único para cualquier acuerdo internacional comportaría también riesgos o consecuencias negativas, si deviene en una actitud inflexible, poco adecuada para el mundo de las relaciones internacionales y para la propia visibilidad y eficacia de la misma.”*²⁴

La clause de conditionnalité a permis l'ouverture d'un dialogue politique avec de nombreux pays notamment en Afrique et en Asie et soutient des réformes politiques dans le monde entier. Toutefois, certains auteurs ont mis en exergue quelques limites à cette politique de conditionnalité, s'interrogeant sur la légalité et la légitimité de cette politique ainsi que sur ses limites²⁵. A cet égard, CANDELA SORIANO M. souligne que « la ligne qui sépare une politique engagée dans la défense de certaines valeurs d'une part, et une politique impérialiste ou néo-colonialiste d'autre part, est très mince. »²⁶

II.2 Instruments unilatéraux : le système de préférences généralisées

Selon VINCENT P. « le système de préférences tarifaires généralisées (ci-après SPG) consiste à octroyer aux seuls pays en développement des préférences tarifaires non réciproques. Celles-ci peuvent aller jusqu'à l'exemption totale de droits de douane à

²³ MUÑOZ RODRÍGUEZ, C., *op. cit.*, p.134

²⁴ MUÑOZ RODRÍGUEZ, C., *op. cit.*, p.139

²⁵ Voir HOFFMEISTER F., *op. cit.*; YOUNGS, R., *The end of a democratic conditionality: good riddance?* [en ligne] Fríde's working paper, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, n°102, Madrid, 2010

Disponible sur http://www.fride.org/descarga/WP102_The_end_democratic_conditionality_ENG_set10.pdf consultée le 10.05.2014

²⁶ CANDELA SORIANO M., « L'Union Européenne... », *op. cit.*, p.878

l'importation de produits originaires des pays bénéficiaires. »²⁷ Né à la fin des années 60, la Communauté européenne fut le premier partenaire développé à mettre en place de telles préférences tarifaires. Il y a eu jusqu'à ce jour 4 SPG communautaires, de 1971 à 1980²⁸, de 1980 à 1995²⁹, de 1995 à 2005³⁰ et l'actuel de 2006 à 2015³¹. Le SPG de l'Union européenne est le plus généreux de tous les SPG appliqués par les pays développés.³²

Il convient de rappeler que, dans son arrêt du 26 mars 1987, *Commission c. Conseil*³³, la Cour de Justice des Communautés Européennes (ci-après CJCE) établit clairement que le SPG communautaire relève du domaine de la politique commerciale commune. Elle souligne néanmoins que « le lien entre commerce et développement s'est progressivement affirmé dans la société internationale contemporaine »³⁴ et que « ce système est l'expression d'une nouvelle conception des relations commerciales internationales faisant une large place à des objectifs de développement. »³⁵ Par conséquent, le SPG communautaire fait partie intégrante de la politique communautaire qui régit les relations commerciales avec les Etats tiers et participe, dans le même temps, aux objectifs de la politique de développement. Or, l'Union européenne est indéniablement un acteur influent sur le plan mondial en matière commerciale.³⁶ Selon GOVAERE I. et VAN BOSSUYT A. « la politique commerciale commune semble être le plus puissant levier dont dispose actuellement l'UE dans le but de promouvoir les droits de l'homme dans les Etats tiers. »³⁷ Promouvoir le développement durable et favoriser l'éradication de la pauvreté sont les bases d'un développement économique

²⁷ VINCENT, P., « Le nouveau système communautaire des préférences généralisées », *Cahiers de droit européen*, 2005, vol 41, numéro 5,6, p. 683 – 704, p.683

²⁸ Règlements 1308/71 à 1314/71 CEE et décisions 71/232 et 71/233 CECA (J.O. du 28 juin 1971, L 142)

²⁹ Règlements 3320/80 à 3322/80 CEE (J.O. du 29 décembre 1980, L 354)

³⁰ Règlements 3281/94 CEE et 3282/94 CEE (J.O. du 31 décembre 1994, L 348)

³¹ Règlement 980/2005 CE a été d'application jusqu'au 31 décembre 2008 suivi par le règlement 732/2008 CE du 22 juillet 2008 modifié par le règlement (UE) 512/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 qui assure la continuité du régime jusqu'au 31 décembre 2013. Notons que le SPG a été réformé le 1^{er} janvier 2014.

³² COM(2008) 656 final du 21 octobre 2010, p.3

³³ CJCE, 26 mars 1987, *Commission c. Conseil*, C-45/86, Rec., 1987, p.1493

³⁴ Ibidem point 17

³⁵ Ibidem point 18

³⁶ L'UE représente un cinquième des échanges mondiaux selon un rapport de la direction générale du commerce de la Commission Européenne. *Le système de préférences généralisées de l'Union Européenne SPG* [en ligne], Belgique, février 2004, p.2

Disponible sur : <http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2004/march/tradoc_116451.pdf> consultée le 15.05.2014

³⁷ GOVAERE I., VAN BOSSUYT A. "Le commerce à visage de plus en plus humain? Les droits de l'homme dans la politique commerciale commune" in CANDELA SORIANO M. (dir), et al., *Les droits de l'Homme dans les politiques européennes*, 1^{ère} édition, Bruxelles : Larcier, 2006, p.225-253 p.228

qui permet d'asseoir les réformes nécessaires pour la protection des droits fondamentaux, la démocratie et l'Etat de droit.

Le SPG communautaire³⁸ est devenu un instrument pour encourager les pays bénéficiaires à légiférer dans les domaines de la protection de l'environnement, des droits des travailleurs et de la lutte contre le trafic de drogues. Pour ce faire, le SPG + accorde une suppression totale des droits de douane afin de soutenir les pays en développement dans leur processus de ratification et de mise en application des conventions internationales en matière de droits de l'homme, de droits des travailleurs³⁹ du développement durable et de la bonne gouvernance économique⁴⁰. De plus, les préférences tarifaires peuvent être retirées pour tout ou partie de leurs exportations pour différentes raisons dont la violation grave et systématique des conventions de l'OIT.⁴¹ Cette incitation par l'Union à légiférer dans les domaines précités ne convainc pas tous les auteurs⁴² qui plaident pour un SPG favorisant le développement économique seulement. Toutefois, la notion de développement s'est enrichi au-delà des seuls critères économiques incluant également le respect de l'environnement, l'amélioration des conditions sociales, la lutte contre la corruption et la promotion de la gouvernance et on ne peut pas offrir des tarifs préférentiels dans le but d'intégrer les Etats en développement dans le commerce mondial sans prendre en compte ces critères.

III. Les programmes d'aide communautaire

Dans le cadre de son action extérieure, l'Union défend et promeut les droits de l'Homme au travers de ses programmes d'aide communautaire. Dans une première partie, nous étudierons que la coopération au développement et le respect des droits de l'Homme, de la Démocratie et de l'Etat de droit sont intrinsèquement liés. (I) Dans une seconde partie, l'Union a mis en place une politique européenne de voisinage dans laquelle la défense et la promotion de ces valeurs restent fragiles au regard des intérêts économiques et stratégiques qu'elle entretient avec ses voisins. (II)

³⁸ Il contient trois régimes : le SPG général, le SPG +, « le régime tout sauf les armes »

³⁹ Annexe III partie A du règlement (CE) n° 980/2005 du Conseil du 27 juin 2005 portant application d'un schéma de préférences généralisées

Disponible sur <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32005R0980&qid=1400350845057&from=EN> consultée le 15.05.2014

⁴⁰ Annexe III partie B du règlement (CE) n°980/2005 du Conseil du 27 juin 2005

⁴¹ Voir chapitre II, II.1.2

⁴² VINCENT P., *op. cit.* p.707

III.1 La coopération au développement

La coopération au développement de l'Union Européenne, qui a vu le jour dans le traité de Maastricht permet d'une part de promouvoir le droit de l'individu face à son propre Etat⁴³ et d'autre part de favoriser le développement économique, social, culturel et politique des Etats tiers afin de jeter les bases nécessaires à l'adoption de futures réformes dans le domaine des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de l'Etat de droit. De plus, un environnement politique garantissant la paix, la stabilité, le respect des droits de l'homme, les principes démocratiques, l'Etat de droit ainsi que la bonne gouvernance est une condition indispensable au développement à long terme. Comme le souligne MUÑOZ RODRÍGUEZ, C. « *el desarrollo se muestra como uno de los fundamentos para que la existencia de democracia, como presupuesto de la vigencia del Estado de Derecho y del respeto de los derechos humanos en un grupo social; y viceversa, la democracia es una de las condiciones para que pueda existir un verdadero desarrollo, que asegura el crecimiento económico, el progreso social y cultural, y el respeto de los derechos de los individuos de un grupo social.* »⁴⁴

Dans son arrêt *Portugal c/ Conseil*⁴⁵, la CJCE établit que la Communauté doit tenir compte de l'objectif du respect des droits de l'homme lorsqu'elle adopte des normes dans le domaine de la coopération au développement et rappelle l'importance qu'il convient d'accorder au respect des droits de l'homme et des principes démocratiques dans l'exercice de cette politique. Par conséquent, la Cour établit un lien très net entre la coopération au développement et le respect des droits de l'homme. En d'autres termes la coopération au développement contribue à la protection des droits de l'homme.

La Communauté a conclu des accords de partenariat et de coopération avec certains Etats tiers, dans lesquels figure une clause de conditionnalité.⁴⁶ De plus, la coopération au développement de l'Union Européenne est mise en place par l'intermédiaire de programmes géographiques et thématiques. En premier lieu, les programmes géographiques soutiennent la coopération avec les pays et régions

⁴³ « Le droit au développement est un droit inaliénable de l'Homme », Article 1.1 Déclaration sur le droit au développement, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986, p.1[en ligne]

Disponible sur <<http://www.ipu.org/splz-f/hr11/declaration.pdf>> consultée le 30.05.2014

⁴⁴ MUÑOZ RODRIGUEZ, C., *op. cit.*, p.48

⁴⁵ CJCE., 3 décembre 1996, *Portugal c. Conseil*, C-268/94, Rec., 1996-I, p. 6177

⁴⁶ Voir Chapitre I. II.1

d'Amérique latine, d'Asie, d'Asie centrale, du Moyen-Orient et avec l'Afrique du Sud⁴⁷ dans des domaines tels que l'éradication de la pauvreté, l'éducation, la santé, la cohésion sociale et l'emploi, la gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et le soutien aux réformes institutionnelles...⁴⁸ par le biais d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Parmi les instruments financiers géographiques, la mise en œuvre de ces objectifs dans les pays ACP est soutenue par le Fonds Européen de développement, et par l'instrument de coopération au développement dans les Etats d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique du Sud. En deuxième lieu, les programmes thématiques ont pour but de soutenir un domaine d'activités spécifiques présentant un intérêt pour un groupe de pays partenaires non déterminés géographiquement, par exemple le « programme thématique de sécurité alimentaire. »

III.2 La politique d'élargissement et de voisinage

En 2003, la Commission propose que « l'Union s'emploie à créer un espace de prospérité et de bon voisinage - un «cercle d'amis» - caractérisé par des relations étroites et pacifiques fondées sur la coopération. »⁴⁹ Invitée par le Conseil qui a approuvé cette initiative, la Commission établit quatre mois plus tard⁵⁰ les objectifs d'un nouvel instrument de voisinage: promouvoir le développement économique et social durable dans les régions frontalières, relever des défis communs dans des domaines tels que l'environnement, la santé publique ainsi que la prévention de la criminalité organisée et la lutte contre celle-ci, assurer des frontières sûres et efficaces et promouvoir les actions locales "intercommunautés".

Initialement la politique européenne de voisinage (ci-après PEV) visait les Etats à l'est des nouvelles frontières⁵¹ puis elle s'est étendue aux pays du Caucase méridional⁵² ainsi qu'au pays de la Méditerranée⁵³. Durant les premières années, la PEV s'est appuyée sur un ensemble d'instruments déjà existants qui soutiennent la

⁴⁷ Liste de tous les bénéficiaires dans l'annexe 1 du Règlement (CE) N° 1905/2006 du Parlement et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement

⁴⁸ Site de l'Europaïd : <http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/dci_fr.htm> consulté le 20.05.2014

⁴⁹ COM(2003) 104 final, 11.3.2003, L'Europe élargie - Voisinage: un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud

⁵⁰ COM(2003) 393 final, 1.7.2003, Jeter les bases d'un nouvel instrument de voisinage

⁵¹ Russie, Biélorussie, Moldavie, Ukraine

⁵² Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan

⁵³ Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie, Syrie

coopération le long des frontières extérieures de l'Union et notamment le renforcement de la Démocratie, de l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme. Ces instruments sont les programmes INTERREG⁵⁴, les programmes PHARE de coopération transfrontalière⁵⁵, le programme TACIS de coopération transfrontalière⁵⁶, le programme CARDS⁵⁷, le programme MEDA⁵⁸. En 2004, la Commission donne un nouvel élan à la PEV en signant ses premiers plans d'actions⁵⁹ avec ses partenaires. Elle affirme que « la relation privilégiée avec les voisins s'appuiera sur un engagement réciproque en faveur de valeurs communes se situant principalement dans les domaines de l'État de droit, de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, notamment des droits des minorités, de la promotion des relations de bon voisinage et des principes de l'économie de marché et du développement durable. »⁶⁰ En 2006, les programmes TACIS et MEDA ont été remplacés par le programme IEVP⁶¹.

Toutefois, la PEV a montré sa complexité et ses limites. L'enjeu de cette politique est de réussir à trouver un équilibre entre les intérêts stratégiques et tactiques de l'Union et construire un cercle d'Etats démocratiques et bien gouvernés. Or, la pratique démontre que cet équilibre est difficile à trouver. Offrir à la Tunisie un « statut avancé » en 2010 quelques mois après la falsification des élections par Ben Ali⁶² ou conclure un accord sur le gaz avec l'Etat autoritaire d'Azerbaïdjan en 2011 démontre que l'Union semble parfois faire primer ses intérêts économiques face aux valeurs de démocratie, droit de l'Homme et Etat de droit. De plus, il est important de souligner que la conditionnalité politique fonctionne bien avec les Etats qui souhaitent adhérer à l'Union car ils sont galvanisés par cet objectif et affirment une volonté indéniable

⁵⁴ Règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 26 juin 1999 et orientations INTERREG III, JO C143, 23 mai 2000

⁵⁵ Règlement (CE) n° 2760/98 de la Commission du 18 décembre 1998 constitue le cadre pour les aides communautaires en faveur des pays d'Europe centrale et de l'Est

⁵⁶ Règlement (CE, Euratom) n° 99/200 du Conseil du 29 décembre 1999, concernant l'assistance aux pays de l'Europe de l'Est et d'Asie Centrale, J.O.C.E., n° L 12, 2000, p.1

⁵⁷ Règlement (CE) n° 2666/2000 du Conseil du 5 décembre 2000, pour la région de l'ex-Yougoslavie (à l'exception de la Slovénie) et l'Albanie, J.O.C.E., n° L 306, 2000, p.1

⁵⁸ Règlement (CE) n° 2698/2000 du Conseil du 27 novembre 2000, pour les pays méditerranéen, J.O.C.E., n° L 311, 2000, p.1

⁵⁹ SHUMYLO-TAPIOLA O., PERTUSOT V., "La Política Europea de Vecindad: aún queda camino por recorrer", *anuario internacional CIDOB*, Barcelona, 2011, p.217-224, p.218

⁶⁰ COM(2004) 373 final, le 12.5.2004, Politique européenne de voisinage Document d'orientation

⁶¹ Introduit par le règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 qui porte dispositions générales concernant la création d'un instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) JO L 310 du 9.11.2006, p.1

⁶² SHUMYLO-TAPIOLA O., PERTUSOT V., *op. cit.*, p.222

d'adopter les réformes nécessaires pour remplir les objectifs de préadhésion. Cependant, il en est autrement pour les Etats voisins qui n'ont aucune perspective d'adhésion. Enfin, l'Union, à travers la PEV, a montré ses faiblesses en ce qui concerne ses réactions lors du Printemps arabe à partir de 2010, et plus récemment sur les événements en Ukraine alors qu'elle s'était engagée fortement en faveur d'élections libres dans ce pays. Elle semble agir amplement dans le domaine de la coopération et des mesures positives de conditionnalité mais lorsqu'il s'agit d'intervenir sur une situation de crise, elle joue très souvent un rôle mineur. SHUMYLO-TAPIOLA O., PERTUSOT V. expliquent qu'elle n'a pas les moyens pour affronter rapidement ces événements en raison d'une architecture bureaucratique et intergouvernementale du processus de prise de décision ainsi qu'un manque d'une politique extérieure cohérente et indépendante.⁶³

IV. Instrument européen pour la Démocratie et les droits de l'Homme: la complémentarité des programmes d'aide

Outre les instruments géographiques que nous venons d'étudier, l'Instrument européen pour la Démocratie et les droits de l'Homme (ci-après IEDDH) constitue le principal soutien financier de l'Union Européenne pour promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme dans les Etats n'appartenant pas à l'Union Européenne. « Entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007, l'IEDDH est l'expression concrète de l'intention de l'UE d'intégrer la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans toutes ses politiques extérieures. »⁶⁴ En vertu du règlement (CE) n° 1889/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 instituant un instrument de financement pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde⁶⁵, les objectifs de cet instrument sont de renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, promouvoir et renforcer la démocratie et les réformes démocratiques dans les pays tiers, apporter soutien et solidarité aux défenseurs des droits de l'homme et aux victimes de la répression ou d'exactions, favoriser le dialogue sur les droits de l'homme, la peine de mort, la torture, les droits des enfants et les conflits armés, ainsi que la violence à l'encontre des femmes, fiabiliser les processus

⁶³ Ibidem, p.221

⁶⁴ Site internet de l'Europeaid : <http://ec.europa.eu/europeaid/what/human-rights/index_fr.htm> consulté le 15.05.14

⁶⁵ JO L 386 du 29.12.2006, p.1

électoraux au moyen notamment de missions d'observation électorale et du soutien aux organisations de la société civile locale impliquées dans ces processus.

La particularité de cet instrument réside dans son autonomie. En effet, l'IEDDH permet d'agir dans les pays où il n'y a pas de coopération directe avec les gouvernements, et même sans leur consentement. L'aide financière est octroyée aux organisations de la société civile, aux organisations sans but lucratif du secteur public et privé, aux organes parlementaires nationaux, régionaux et internationaux, aux organisations intergouvernementales, régionales et internationales et même aux personnes physiques lorsque leur participation est requise pour atteindre les objectifs du règlement précité. Elle subventionne les programmes et les projets présentés par ces entités, ou par le Défenseur des Droits, elle contribue à des fonds internationaux, permet de mener à bien les missions d'observation électorale de l'Union ou encore finance des marchés publics. L'IEDDH est un outil complémentaire à toutes les politiques et instruments financiers de l'Union qui œuvrent pour la protection des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'Etat de Droit. Elle permet de rendre son action extérieure plus cohérente et transparente.

CHAPITRE II. LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME, DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT PAR LES ETATS TIERS ET PAR L'UNION EUROPEENNE AU MOYEN DE MESURES RESTRICTIVES

Bien que les mesures restrictives soient en principe, des mesures de dernier recours⁶⁶, l'Union a considérablement augmenté leur utilisation ces deux dernières décennies. Nous distinguerons dans cette deuxième partie les mesures restrictives prises dans un objectif de prévention (I) puis les mesures restrictives de sanctions prises en réponse à une approche réactive de l'Union. (II)

I. Une approche préventive fondée sur des mesures restrictives

Afin de prévenir toutes violations des droits de l'Homme dans les Etats tiers, l'Union a mis en place des mesures restrictives concernant ses exportations (I) ainsi que des règles spéciales en ce qui concerne la vente d'armements, voir la possibilité d'établir un embargo d'armes et de munitions. (II)

I.1 Les mesures restrictives aux exportations

Les exportations de l'Union Européenne à destination des Etats tiers sont en principe libres et ne peuvent donc être soumises à des restrictions quantitatives.⁶⁷ Toutefois, ce principe souffre d'exceptions notamment en ce qui concerne le commerce avec les pays tiers de biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En effet, le règlement (CE) N° 1236/2005⁶⁸ instaure des règles communautaires régissant le commerce avec les pays tiers de biens susceptibles d'être utilisés à ces fins. Le présent règlement interdit en premier lieu les exportations et les importations de biens – énumérés à l'annexe II - qui n'ont aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger

⁶⁶ Voir note 11

⁶⁷ Article 1^{er} du règlement (CE) n°1061/2009 du Conseil du 19 octobre 2009 portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations, JO L 291 du 7.11.2009. p.1.

⁶⁸ Règlement (CE) n° 1236/2005 du Conseil du 27 juin 2005 concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, JO L 200 du 30.07.2005

la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant tels que les potences, les guillotines, les chaises électriques, les chambres hermétiques, les systèmes d'injection automatique ou encore les ceinturons à décharge électrique. Il contrôle en second lieu les exportations des biens – énumérés dans l'annexe III - qui sont susceptibles d'être utilisés à ces fins au moyen d'une demande d'autorisation, par exemple des chaises de contrainte et panneaux équipés de menottes ou bien des fers à entraver. Récemment, la Commission est allée encore plus loin en complétant la liste des produits soumis à restrictions dans le Règlement (UE) n°1352/2011⁶⁹. Il soumet un contrôle des agents anesthésiants barbituriques et interdit l'exportation d'autres produits tels que les manches et menottes à décharge électrique ou encore les matraques à pointes. Il convient de constater toutefois qu'il est très difficile de déterminer l'utilisation finale d'un produit exporté, même contrôlé, en particulier des produits pharmaceutiques.⁷⁰

I.2 L'embargo d'armes et de munitions

Le 8 juin 1998, le Conseil de l'Union Européenne adopte un code de conduite en matière d'exportations d'armements. Selon ce code de conduite un État européen ne peut autoriser une exportation vers un pays tiers que si ce pays tiers respecte huit critères.⁷¹ Par conséquent, le non-respect d'un de ces critères doit aboutir à l'interdiction de l'exportation. Selon le 2^{ème} critère, l'Etat doit s'assurer que le pays destinataire respecte les droits de l'homme et donc que l'armement importé ne pourra en aucune manière participer à une violation de ces droits.⁷² Selon ce même critère, les Etats doivent faire preuve de prudence et de vigilance concernant l'autorisation de ventes d'armes à des Etats où de graves violations des droits de l'Homme ont été constatées par les organismes compétents des Nations unies, du Conseil de l'Europe ou par l'UE. Cependant, la décision d'exporter des armes relève d'une compétence souveraine des Etats et bien qu'elle doive se faire dans le respect de ces critères, les

⁶⁹ Règlement d'exécution (UE) n°1352/2011 de la Commission du 20.12.2011 modifiant le règlement (CE) n°1236/2005 (voir note précédente) JO L 338 du 21.12.2011

⁷⁰ MONGE Y., GÜELL O., « Cómplices del corredor de la muerte », 4.05.2014,

Disponible

sur

<http://internacional.elpais.com/internacional/2014/05/04/actualidad/1399158619_917304.html>

⁷¹ Document disponible sur : <<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/08675r2en8.pdf>> consultée le 12.06.14

⁷² MATELLY S., « Un code de conduite européen pour sécuriser les exportations ? Le cas des exportations d'armes en Europe », *les cahiers Irice*, 2010/2, n°6, Paris, p.93-110, p.102 [en ligne]

Disponible sur <<http://irice.univ-paris1.fr/spip.php?article599>> consultée le 12.06.14

Etats Européens décident souverainement de l'appréciation de ces-derniers. Ils continuent d'exporter par exemple en Algérie, en Colombie, au Nigeria, au Pakistan ou en République démocratique du Congo, Etats où on pourrait à juste titre douter du respect de ces critères.

Dans le cadre de la PESC, le Conseil peut également décider de stopper toute vente d'armes ou d'équipements militaires à un Etat soit en conflit soit qui serait susceptible de les utiliser dans une répression interne ou une agression à l'encontre d'un autre Etat. C'est une sanction qui peut prendre la forme d'une interdiction de toute aide financière, d'assistance technique ou de tout autre service concernant les activités militaires. Le Conseil définit une liste d'armes et d'équipements couverts par la position commune 2008/944/PESC⁷³ dans une décision du 23 février 2009⁷⁴. En revanche, trois exceptions permettent de lever cette interdiction, une utilisation humanitaire ou de protection des populations, des programmes de renforcement des institutions ou des opérations de gestion de crise et des opérations de déminage.⁷⁵ L'embargo d'armes le plus connu reste celui de la Chine. Toujours en vigueur, il continue de diviser les Etats de l'Union Européenne.⁷⁶

II. Une approche réactive fondée sur des mesures de sanctions

L'Union agit également au moyen de mesures réactives qui prennent la forme de sanctions (I) pour lesquels il est important de s'assurer qu'il existe des mécanismes communautaires de contrôle garantissant le respect des droits de l'Homme, de la Démocratie par l'Union et ses Etats membres. (II)

⁷³ Position Commune 2008/944/PESC du Conseil du 8.12.2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, JO du 13.12.2008, L335, p.99

⁷⁴ JO C 65 du 13 mars 2009, p.1

⁷⁵ Commission européenne, Sanctions or restrictive measures, 2008 [en ligne] disponible sur <http://eeas.europa.eu/cfsp/sanctions/docs/index_en.pdf#2.1> consultée le 12.06.2014

⁷⁶ RÉMOND M., « Ventes d'armes à la Chine: la fin de l'embargo européen? », *Politique étrangère*, 2008/2 Été, Paris, p.307-318. [en ligne] Disponible sur <<http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2008-2-page-307.htm>> consultée le 12.06.2014

II.1 Les mesures réactives de sanctions

Les mesures de sanctions visent à sanctionner l'Etat mais également à faire pression sur lui pour qu'il mette un terme à ses violations.⁷⁷ Nous étudierons les sanctions de l'UE pour non-respect de la clause de conditionnalité (I), la suppression du bénéfice du SPG (II), puis les sanctions économiques et financières. (IV)

II.1.1 La suspension des accords pour non-respect de la clause de conditionnalité en tant qu' « élément essentiel »

La clause de conditionnalité a été le fondement juridique nécessaire pour sanctionner certains Etats qui violent de manière grave et persistante les droits de l'homme et les principes démocratiques qui sont des éléments essentiels de l'accord. L'activation de cette clause a vu le jour, principalement dans les pays ACP et prend la forme de trois phases, l'ouverture de consultations, la sanction c'est-à-dire la suspension de l'accord ou de l'aide et enfin la levée (ou pas) des sanctions conditionnée à la réalisation d'engagements assumés pendant la phase de consultations. En premier lieu, la clause « droits de l'homme » s'est activée à la suite de coups d'Etat tel qu'au Niger, dans les Comores, en Côte d'Ivoire, aux îles Fidji et en République Centrafricaine. En second lieu, la suspension des accords pour non-respect de la clause droits de l'homme est intervenue en cas de fraude électorale au Togo et à Haïti. Des sanctions ont également été prises en 2002 contre le Zimbabwe, la République de Guinée devant la célébration d'élections antidémocratiques.⁷⁸ Par conséquent, il est évident que la clause de conditionnalité s'active principalement à la suite de violations des principes démocratiques et peu face à des violations des droits de l'Homme. En outre, malgré les violations graves de certains Etats, l'Union Européenne ne suspend presque jamais ces relations avec les autres Etats tiers, CANDELA SORIANO M. cite l'inaction de l'Union face aux violations des droits de l'Homme commises par la Russie dans son conflit contre la Tchétchénie et relève que l'Union n'a jamais décidé d'ouvrir la procédure de l'article 107 de l'accord de collaboration et coopération avec la Russie.⁷⁹ Les sanctions ont également brillé par leur absence en Algérie, Egypte et Colombie. Comme le souligne GÓMEZ CONSARNAU A., bien que la clause soit insérée dans

⁷⁷ GOVAERE I., VAN BOSSUYT A., *op. cit.*, p.244

⁷⁸ CANDELA SORIANO M., "Los Derechos Humanos..." *op. cit.*, p.316 à 327.

⁷⁹ Ibidem, p.327.

tous les accords, il existe un niveau d'exigence différent en fonction du pays concerné.⁸⁰ Même au sein des pays ACP, l'Union n'a pas ouvert de consultations devant les violations des droits des femmes au Nigeria. Selon GÓMEZ CONSARNAU A. « *la habitual falta de correlación entre el grado de las violaciones de los derechos humanos y el nivel de sanción nos indica el fracaso en la implementación de las políticas de derechos humanos sobre la base de criterios objetivos.* »⁸¹ Enfin, il est difficilement contestable, au vu de ces éléments – et également du caractère confidentiel des consultations – que l'action de l'Union est déterminée par d'autres intérêts notamment politiques, économiques et stratégiques.

II.1.2 La suppression du bénéfice du SPG

Le bénéfice du SPG⁸² peut également être retiré pour tous pays qui violeraient les droits de l'Homme ou les principes démocratiques au biais d'une clause que l'on appelle la clause sociale. Dans le règlement 732/2008 CE⁸³, l'article 15 prévoit que le bénéfice des régimes préférentiels pourra être retiré temporairement pour tout ou partie des produits originaires d'un pays bénéficiaire en cas de violation grave et systématique des principes définis dans les principales conventions de l'ONU et l'OIT relatives aux droits de l'homme et aux droits des travailleurs⁸⁴. La procédure de retrait a été appliquée à l'encontre du Myanmar (Birmanie) qui est exclu depuis 1997 du bénéfice du SPG après qu'il a été constaté sur son territoire des pratiques de travail forcé.⁸⁵

II.1.3 Les sanctions économiques et financières

En vertu de l'article 215 TFUE, les décisions PESC sont un préalable à l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers.⁸⁶ Elles peuvent prendre la forme

⁸⁰ GÓMEZ CONSARNAU A., *El uso de la cláusula democrática y de derechos humanos en las relaciones exteriores de la Unión Europea*, Working Paper n°39, Bellaterra, Observatori de Política Exterior Europea, Institut universitari d'Estudis Europeus, febrero de 2003, p.8

⁸¹ Ibidem, p.9

⁸² Voir chapitre I. II.2

⁸³ Voir note 31

⁸⁴ Voir annexe III partie A du règlement 732/2008 CE

⁸⁵ Règlement 552/97 CEE du Conseil du 24.03.1997 retirant temporairement le bénéfice des préférences tarifaires généralisées à l'union de Myanmar, JO du 27 mars 1997, L 85, p.8

⁸⁶ Toutes les sanctions adoptées sur la base de l'article 215 TFUE dans le cadre de la PESC actuellement en vigueur à l'égard des Etats tiers. Restrictive measures (sanctions) in force, 26.05.2014

d'interdictions des exportations ou des importations, d'interdictions de fournir des services spécifiques, d'interdictions de vol, d'interdictions concernant les investissements, les paiements et les mouvements de capitaux ou de suppressions des préférences tarifaires. Notons que l'introduction de la clause de conditionnalité dans les accords de l'Union a facilité la prise de sanctions, en revanche, toutes les sanctions de l'Union ne sont pas explicitement prises en application de cette clause. Outre une efficacité qui reste à prouver⁸⁷, les sanctions économiques et financières ont un coût très élevé pour l'Union Européenne et causent des dommages collatéraux indéniables pour les populations et pour l'économie du pays concerné par la sanction. Par exemple, après le renversement en 2009 du président Marc Ravalomanana par Andry Rajoelina, l'Union Européenne – avec plusieurs autres acteurs internationaux – prend des sanctions économiques à l'encontre de Madagascar afin de favoriser le retour de la Démocratie. Or, ces sanctions n'ont en aucune façon eu l'effet escompté en plongeant le pays dans une grave crise humanitaire, en aggravant les difficultés économiques, environnementales et sanitaires et en contribuant à pérenniser le régime actuel.⁸⁸ Finalement, on distingue deux types de mesures : les mesures prises en application de résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité de l'ONU et les mesures autonomes de l'Union Européenne. Dans les deux cas, outre le respect des objectifs de la PESC, l'Union doit s'efforcer de respecter les droits de l'Homme ainsi que les obligations internationales de l'Union, notamment celles de l'OMC.⁸⁹

II.2 Le contrôle des mesures de sanctions

Pour exiger des autres le respect des droits de l'Homme, il faut soi-même être exemplaire. Pour cela, la Cour de Justice de l'Union Européenne (ci-après CJUE)

Disponible sur : <http://eeas.europa.eu/cfsp/sanctions/docs/2014_05_26-measures-in-force_en.pdf> consultée le 12.06.2014

⁸⁷ GEBERT K., "Shooting in the dark? EU sanctions policy", *the European Council on Foreign Relations (ECFR)*, London, January 2013, p1-12, p.1

⁸⁸ RAKOTOMALALA L. Les sanctions économiques sont-elles efficaces ? 3.04.2014 [en ligne]

Disponible sur <<http://fr.globalvoicesonline.org/2014/04/03/165842/>> consultée le 13.06.14

ASTUTI R., BLANCHY S., BLOCH M, et al. Lettre ouverte, Pourquoi il faut lever les sanctions économiques contre Madagascar ? 12.03.2012, [en ligne]

Disponible sur <<http://www.slateafrique.com/39443/madagascar-crise-politique-sanctions-economiques-internationales-population-faim-pauvrete>> consultée le 13.06.14

⁸⁹ Lignes directrices concernant la mise en œuvre et l'évaluation de mesures restrictives (sanctions) dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, document n°15114/05 du Conseil, 2.12.2005, Bruxelles, p.6 [en ligne]

Disponible sur : <<http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST%2015114%202005%20INIT>> consultée le 13.06.2014

exerce un contrôle fondamental de ces mesures, d'une part des sanctions économiques (I) d'autre part, des sanctions prises dans la lutte contre le terrorisme. (II) Toutefois, ce contrôle reste incomplet.

II.2.1 Le respect des droits de l'Homme dans l'application des sanctions économiques

Dans l'exercice de sa politique de sanctions, il est primordial que l'Union Européenne respecte les droits fondamentaux. La CJUE exerce un contrôle fondamental du droit de l'Union et donc des mesures restrictives prises par les institutions de l'Union. Toutefois, sa compétence est limitée dans le cadre de la PESC. En effet, l'article 275, alinéa 1^{er} TFUE dispose que « la Cour de justice de l'Union européenne n'est pas compétente en ce qui concerne les dispositions relatives à la politique étrangère et de sécurité commune, ni en ce qui concerne les actes adoptés sur leur base. » Cet article prévoit cependant deux exceptions. En premier lieu, la Cour est compétente pour contrôler le respect de la délimitation entre la PESC et les autres compétences de l'Union, car en vertu de l'article 40 TUE, la mise en œuvre de la PESC ne doit pas affecter l'exercice des compétences de l'Union européenne. En deuxième lieu, la Cour est compétente pour connaître des décisions prévoyant des mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales adoptées par le Conseil.

Dans son arrêt *Bosphorus*⁹⁰, la Cour est saisie d'une question préjudicielle sur l'interprétation de l'article 8 du règlement n°990/93⁹¹ qui est une mesure restrictive prise par le Conseil en application d'une résolution des Nations Unies afin de dissuader la République de Yougoslavie de continuer à violer l'intégrité et la sécurité de la République de Bosnie-Herzégovine au moyen d'un embargo des exportations. En application de l'article 8 de ce règlement, le ministre irlandais avait ordonné la saisie d'un aéronef appartenant à la compagnie aérienne nationale yougoslave (JAT) mais loué par la compagnie Bosphorus. Ayant la maîtrise totale de la gestion quotidienne des aéronefs, Bosphorus alléguait devant la Cour la violation de ses droits fondamentaux et notamment son droit au respect de ses biens et de son libre exercice d'une activité commerciale. La Cour rappelle cependant que les droits fondamentaux invoqués

⁹⁰ CJCE., 30 juillet 1996, *Bosphorus Airways c. Irlande*, C-84/95, Rec., 1996, pI-3953

⁹¹ Règlement (CEE) n° 990/93 du Conseil, du 26.04.1993, concernant les échanges entre la Communauté économique européenne et la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), JO L 102, p.14

peuvent faire l'objet de restrictions justifiées par les objectifs d'intérêts généraux poursuivis par la Communauté. Elle admet que les mesures de sanctions économiques affectent par définition les droits fondamentaux. Or, au regard de l'objectif d'intérêt général de mettre un terme à l'état de guerre dans la région et aux violations massives des droits de l'homme dans la République de Bosnie Herzégovine, la saisie de l'aéronef n'est aucunement inadéquate ou disproportionnée. En conséquence, la Cour reconnaît que les sanctions peuvent enfreindre les droits fondamentaux de certains, afin de promouvoir le respect des droits de l'Homme par d'autres.⁹²

II.2.2 Le contrôle du respect des droits de l'Homme par la CJUE face aux mesures restrictives dans la lutte contre le terrorisme

A partir de 1999, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, dont l'un des objectifs est de maintenir la paix et la sécurité internationale⁹³ adopte une série de résolutions afin de fixer les mesures à imposer à l'égard d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaida ainsi que des Talibans et d'autres personnes, groupes, entreprises et entités associés énumérés dans une liste noire. Ces mesures restrictives prennent la forme d'interdiction de vols, de gels des fonds et de toutes autres ressources financières à l'égard de ces personnes. Afin de mettre en place ces mesures, l'Union adopte positions communes et règlements dans lesquels figure une liste noire des personnes physiques et morales concernées. Cette liste noire a donné lieu à de nombreux arrêts dans lesquels la Cour a dû se prononcer sur la légalité de ces mesures restrictives au regard des droits fondamentaux notamment droit à la propriété, droit de la défense et droit à un recours juridictionnel effectif. En premier lieu, ces arrêts mettent en exergue les faiblesses qui caractérisent le recours juridictionnel effectif dans le cadre de la PESC⁹⁴ puisque les décisions prises par le Conseil de Sécurité et mises en œuvre par des décisions PESC ne sont pas accompagnées de mécanismes juridictionnels qui permettent aux personnes concernées de contester leur introduction dans cette liste noire, comme le démontre l'arrêt du 7 juin 2004 dans lequel le Tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître d'un recours contre une décision adoptée dans le cadre de la

⁹² GOVAERE I., VAN BOSSUYT A., *op. cit.*, p.250

⁹³ Article 1^{er}, paragraphes 1 et 3, de la charte des Nations Unies, signée à San Francisco le 26.06.1945

⁹⁴ TPI, 7 juin 2004, *Segi et autre c. Conseil* (C-338/02, Rec. p. II-1647), et *Gestoras Pro Amnistía*, C-333/02; TPI, 27 février 2007, *Segi et autres c. Conseil*, C-355/04 P (Rec. 2007, p. I-1647) et *Gestoras Pro-Amnistía*, 354/04 P (Rec. 2007, p. I-1579)

PESC et de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.⁹⁵ En deuxième lieu, le TPI reconnaît sa compétence de connaître d'un recours contre un acte communautaire tel qu'un règlement, comme dans l'arrêt Yusuf et Kadi⁹⁶ mais fait prévaloir les obligations résultant du Conseil de sécurité sur les droits fondamentaux. Il a fallu attendre 2006⁹⁷ pour que le TPI annule la décision du Conseil des Ministres qui prévoyait le gel des fonds du requérant, en considérant que la mesure litigieuse portait atteinte au droit de la défense, l'obligation de motivation et le droit à la protection judiciaire effective. En conséquence, le Conseil des Ministres publia le 25 avril 2007⁹⁸ une notification dans laquelle il informe les personnes groupes et entités inclus dans la liste du Règlement n°2580/2001 qu'elles peuvent demander au Conseil les motifs de leur inclusion et demander leur exclusion. Enfin, dans son arrêt Kadi de 2008⁹⁹, la Cour affirme la prééminence des droits fondamentaux sur les résolutions du Conseil de Sécurité et dans le même temps son pouvoir de contrôle judiciaire sur les actes communautaires qui mettent en œuvre des mesures restrictives pour la lutte contre le terrorisme ; en d'autres termes, l'absence d'immunité juridictionnelle des actes de l'Union mettant en œuvre une mesure restrictive internationale.

⁹⁵ SANTOS VARA J., "El control judicial de la ejecución de las sanciones antiterroristas del Consejo de seguridad en la Unión Europea", *Revista electrónica de estudios internacionales*, n°15, juin 2008, p.5
Téléchargeable sur: <<http://www.reei.org/index.php/revista/num15>>

⁹⁶ TPI, 21 septembre 2005, *Ahmed Ali Yusuf et Al Barakaat International Foundation c. Conseil et Commission* (C-306/01, Rec. p. II-3533) et *Yassin Abdullah Kadi c. Conseil y Commission* (C-315/01 Rec. p. II-3649)

⁹⁷ TPI, 12 décembre 2006, *Organisation des Modjahedines du peuple d'Iran c. Conseil*, C-228/02, Rec. 2006 II-04665

⁹⁸ DO C 90 de 25.4.2007, p.1

⁹⁹ CJCE., 3 septembre 2008, *Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c. Conseil et Commission*, C-402/05 P et C-415/05 P, 2008 I-06351

CONCLUSION

Depuis quelques années, l'Union a fait le choix d'une action résolument globale et transversale en matière de protection des droits de l'Homme et de la Démocratie. « Cela implique un usage de l'ensemble des instruments à la disposition de l'Union Européenne, aussi bien au niveau diplomatique, du commerce, du développement et autres »¹⁰⁰ et également une grande cohérence entre les différents domaines de son action extérieure et entre ceux-ci et ses autres politiques¹⁰¹ nécessaire à sa crédibilité sur la scène internationale. Bien qu'elle manque d'une compétence générale en matière de droits de l'Homme, de Démocratie et d'Etat de droit, elle agit dans la droite ligne de ses objectifs. Pour cela, comme nous venons de le voir, l'Union met en œuvre plusieurs instruments et politiques incitatives afin de promouvoir et protéger les droits de l'Homme, la Démocratie et l'Etat de droit et dispose d'un pouvoir de sanction en quête d'efficacité, de légitimité et de contrôle plein et entier.

L'existence même de l'Union - sa nature, son fonctionnement unique et son ouverture sur le monde¹⁰² - représente une avancée dans la société internationale. Elle jouit d'une légitimité démocratique qui manque à d'autres organisations internationales.¹⁰³ De plus, nés et formulés juridiquement au sein du monde occidental, les droits de l'Homme, les principes démocratiques et d'Etat de droit ont inspirés la création de l'Union et sont une part essentielle de son identité. Pour ces raisons, la promotion et la protection des droits de l'Homme, de la Démocratie et de l'Etat de droit dans l'action extérieure de l'Union ont une certaine légitimité et sont renforcées par la personnalité juridique de l'Union acquise formellement depuis le Traité de Lisbonne. À l'aube du troisième millénaire, la pauvreté, le terrorisme et la dégradation de l'environnement sont des maux qui affectent tous les êtres humains et mettent en exergue la nécessité d'une solidarité internationale. Néanmoins, malgré le caractère universel et indivisible des droits de l'Homme, la question se pose de savoir si les droits de l'Homme sont un luxe ou non. Ce qui est sûr, c'est que la protection effective des

¹⁰⁰ GOVAERE I., VAN BOSSUYT A., *op.cit.*, p.226

¹⁰¹ Article 21.3 2ème alinéa TUE

¹⁰² “el carácter abierto de la UE resulta claramente expresado por la existencia de una amplia e impresionante red de acuerdos celebrados con numerosos Estados en todo el mundo.” CEBADA ROMERO, A., *op. cit.* p.58

¹⁰³ CEBADA ROMERO, A., *op. cit.* p.19

droits de l'Homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit d'un coté et le développement de l'autre sont interdépendants et qu'on ne peut encourager l'un sans soutenir l'autre.

Pour conclure, il est important d'avoir à l'esprit que les droits de l'Homme et même les principes démocratiques sont un produit occidental qui répond à notre manière de voir les choses et à notre culture. Les différences culturelles dans le monde ne sont pas contestables et un débat persiste sur la question de savoir si les droits de l'Homme peuvent être difficiles à appliquer pour ces raisons voire à concevoir. C'est pour cela que les mesures positives et le dialogue constructif doivent demeurer des instruments privilégiés et prioritaires afin d'éviter toute forme d'impérialisme et de néocolonialisme que l'on retrouve surtout dans le désir d'imposer les droits de l'Homme, la démocratie et l'Etat de droit par la force, donc par les sanctions.

BIBLIOGRAPHIE

I. Actes et documents de l'Union Européenne¹⁰⁴

La Unión Europea y los derechos humanos en el mundo, Boletín de la Unión Europea – Suplemento 3/95, Luxembourg, Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas, 1996 (documento redactado sobre la base de los documentos COM (95) 216 final y COM(95) 567 final)

Commission Européenne, direction générale du Commerce, *Le système de préférences généralisées de l'Union Européenne SPG*, Belgique, février 2004

Conseil de l'Union Européenne, *Droits de l'homme et démocratie: cadre stratégique de l'UE et plan d'action de l'UE*, n° 11855/12, Bruxelles, 25 juin 2012, disponible sur http://eeas.europa.eu/delegations/haiti/documents/eu_haiti/cadre_strategique_plan_action_union.pdf

Décision 94/578/CE du Conseil, du 18.07.1994, concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et la république de l'Inde relatif au partenariat et au développement (JO L 223, p. 23)

Document n°15114/05 du Conseil, 2.12.2005 concernant la mise en œuvre et l'évaluation de mesures restrictives (sanctions) dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE

Liste commune des équipements militaires de l'Union Européenne, J.O C 65 du 13 mars 2009

Résolution du Conseil et des Etats membres réunis au sein du Conseil du 28.11.1991 sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement, Bol. CE n°11/1991

STEVEN C., KENNAN J., BENDINI R. (admi), Reform of the Generalised system of preferences (GSP), European Parliament, Belgium, 6.04.2011

II. Jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne

C.J.C.E., 26 mars 1987, *Commission c. Conseil*, C-45/86, Rec., 1987, p.1493

C.J.C.E., 3 décembre 1996, *Portugal c. Conseil*, C-268/94, Rec., 1996-I, p.6177

C.J.C.E., 30 juillet 1996, *Bosphorus Airways c. Irlande*, C-84/95, Rec., 1996-I p.3953

¹⁰⁴ Les dispositions des Traités et de la législation européenne consultées apparaissent dans les notes de bas de page.

T.P.I., 21 septembre 2005, *Ahmed Ali Yusuf et Al Barakaat International Foundation c. Conseil et Commission*, T-306/01, Rec., 2005-II p.3533

T.P.I., 21 septembre 2005, *Yassin Abdullah Kadi c. Conseil et Commission*, T-315/01 Rec., 2005-II p.3649

T.P.I., 7 juin 2004, *Segi et autres c. Conseil* T-338/02, Rec., 2004-II p.1647

T.P.I., 7 juin 2004, *Gestoras Pro Amnistía*, T-333/02, non publié

T.P.I., 27 février 2007, *Segi et autres c. Conseil*, C-355/04 P, Rec. 2007, p. I-1647

T.P.I., 27 février 2007, *Gestoras Pro-Amnistía*, 354/04 P, Rec. 2007, p. I-1579

T.P.I., 12 décembre 2006, *Organisation des Modjahedines du peuple d'Iran c. Conseil*, C-228/02, Rec. 2006 II-04665

C.J.C.E., 3 septembre 2008, *Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c. Conseil et Commission*, C-402/05 P et C-415/05 P, Rec. 2008 I-06351

III. Documents d'autres organisations internationales

Charte des Nations Unies

Convention de Vienne

Déclaration sur le droit au développement, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 41/128 du 4.12.1986, p.1[en ligne]
Disponible sur <<http://www.ipu.org/splz-f/hr11/declaration.pdf>>

IV. Sites internet consultés

Site du Conseil de l'Union Européenne : <<http://www.consilium.europa.eu/>>

Site de l'Europaïd : <http://ec.europa.eu/europeaid/index_fr.htm>

Site du Parlement européen : <<http://www.europarl.europa.eu/>>

Site du Service européen pour l'action extérieure : <http://eeas.europa.eu/policies/eu-special-representatives/index_fr.htm>

Site de l'Union Européenne : <<http://europa.eu/>>

V. Doctrine

ALSTON P., WEILER J.H.H., 2000. *An 'ever closer Union' in need of a human rights Policy: The European Union and Human Rights* [en ligne] Seminar and Workshop on Advanced Issues in Law and Policy of the European Union, NAFTA and the WTO, Working Paper 1/99, Cambridge: Harvard Law School Jean Monnet

BASILIEN-GAINCHE M-L., « Nécessité, intensité et procédé du contrôle des mesures de lutte contre le terrorisme à l'aune des principes de protection des droits » in *Lettre « Actualités Droits-Libertés » du CREDOF*, Paris, 6 septembre 2013

BLASI CASAGRAN, C., *La protección de los derechos fundamentales en el Tratado de Lisboa*, Quaderns de treball, Num 51, Bellaterra: Institut universitari Europeus, 2010

CANDELA SORIANO M., *Los Derechos Humanos, La democracia y el estado de derecho en la acción exterior de la Unión Europea, Evolución, Actores, Instrumentos y Ejecución*, Madrid: Dykinson, 2006

CANDELA SORIANO M. (dir), CHENEVIÈRE C., DE KERCHOVE G. et al. *Les droits de l'Homme dans les politiques européennes*, 1^{ère} édition, Bruxelles : Larcier, 2006

CANDELA SORIANO M., « L'Union Européenne et la protection des droits de l'homme dans la coopération au développement : le rôle de la conditionnalité politique », *Revue trimestrielle droits de l'homme*, n°52, octobre 2002, p.875-900

CEBADA ROMERO, A., *La Unión Europea: ¿Una acción exterior inteligente?* Madrid: Iustel, 2008

GEBERT K., "Shooting in the dark? EU sanctions policy", *The European Council on Foreign Relations (ECFR)*, London, January 2013, p.1-12

GÓMEZ CONSARNAU A., *El uso de la cláusula democrática y de derechos humanos en las relaciones exteriores de la Unión Europea*, Working Paper n°39, Bellaterra, Observatori de Política Exterior Europea, Institut universitari d'Estudis Europeus, février 2003

GONZÁLEZ SÁNCHEZ, E.: "El diálogo político de la Unión europea con países terceros", *Revista de Derecho Comunitario Europeo*, 1997, n°1, p.69-96

GONZÁLEZ VEGA, J. A. "¿La carga del hombre blanco? Acción exterior, derechos humanos y desarrollo en las actuaciones recientes de la Unión europea" *Eikasía: revista de filosofía*, 2007, n°9, p.103-148

HERVIEU, N., « Terrorisme et droits de l'homme (Art. 5, 8 et 13 CEDH) : La délicate articulation des engagements onusiens et européens au prisme de la lutte contre le terrorisme », in *Lettres Actualités Droits-Libertés du CREDOF, La revue des Droits de l'Homme*, Paris, 21.09.2012

ILIOPOULOU, A., « Assurer le respect et la promotion des droits fondamentaux: un nouveau défi pour l'union européenne », *Cahiers de droit européen*, 2008, vol. 43, numéros 3,4, p.421-478

MATELLY S., « Un code de conduite européen pour sécuriser les exportations ? Le cas des exportations d'armes en Europe », *les cahiers Irice*, n°6, Paris, 2010/2, p.93-110

MUÑOZ RODRÍGUEZ, C., *Democracia y derechos humanos en la acción exterior de la Unión Europea*, Madrid: Reus, 2010

RÉMOND M., « Ventes d'armes à la Chine : la fin de l'embargo européen? », *Politique étrangère*, Paris, 2008/2 Eté, p. 307-318

SANTOS VARA J., “El control judicial de la ejecución de las sanciones antiterroristas del Consejo de seguridad en la Unión Europea”, *Revista electrónica de estudios internacionales*, n°15, juin 2008

SHUMYLO-TAPIOLA O., PERTUSOT V., “La Política Europea de Vecindad: aún queda camino por recorrer”, *Anuario internacional CIDOB*, Barcelona, 2011, p.217-224

VINCENT, P., « Le nouveau système communautaire des préférences généralisées », *Cahiers de droit européen*, 2005, vol. 41, numéro 5,6, p.683 – 704

YOUNGS, R., “The end of a democratic conditionality: good riddance?” *Fride's working paper*, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, n°102, Madrid, 2010

VI. Articles de presse

ASTUTI R., BLANCHY S., BLOCH M., et al. Lettre ouverte, « Pourquoi il faut lever les sanctions économiques contre Madagascar ? » 12.03.2012, [en ligne]
Disponible sur <<http://www.slateafrique.com/39443/madagascar-crise-politique-sanctions-economiques-internationales-population-faim-pauvrete>>

MONGE Y., GÜELL O., « Cómplices del corredor de la muerte », 4.05.2014,
Disponible sur http://internacional.elpais.com/internacional/2014/05/04/actualidad/1399158619_917304.html>

RAKOTOMALALA L., « Les sanctions économiques sont-elles efficaces ? » 3.04.2014
[en ligne]
Disponible sur <<http://fr.globalvoicesonline.org/2014/04/03/165842/>>

ANNEXE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CJCE	Cour de Justice des Communautés Européennes
CJUE	Cour de Justice de l'Union Européenne
COM	Communication
IEDDH	Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
IEVP	Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
Pays ACP	Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
PESC	Politique Etrangère et de Sécurité Commune
PEV	Politique Européenne de Voisinage
SPG	Système de Préférences Généralisées
TFUE	Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
TPI	Tribunal de Première Instance
TUE	Traité sur l'Union Européenne
UE	Union Européenne



Universitat Autònoma de Barcelona
Edifici E1
08193 Bellaterra (Barcelona) Espanya